

## Université de la Paix 2016

Table ronde du 2 avril 2016 à la Maison Heinrich Heine

# **Les bonnes pratiques du vivre ensemble : société civile et cultures d'accueil**

avec

**Marian Zachow**, premier adjoint de la région Marburg-Biedenkopf,

**Torun Börtz**, reporter et photographe, elle est également journaliste et écrivaine,

**Michel Mozière**, président d'honneur de *Revivre*, association d'aide aux réfugiés syriens et aux détenus d'opinion en Syrie,

**Denis Skaro Klapan**, secrétaire de l'association *Baština Voyages*, il participe à la formation des Passeurs de Cultures issus des migrations,

**Emile Le Menn**, Président de l'association *Réfugiés Bienvenue*, étudiant en Master de Droits français et allemand à la Sorbonne et à Cologne,

**Muratcan Sabuncu**, président de l'*Association des Droits de l'Homme de la Sorbonne (ADHS)*,

**Christiane Deussen** (modération), directrice de la Maison Heinrich Heine

**Christiane Deussen** : Nous allons commencer avec la discussion autour d'un thème, celui de la paix. C'est à dire, le vivre ensemble en paix et les bonnes pratiques du vivre ensemble entre la population des différents pays d'accueil et les populations qui arrivent, c'est-à-dire les migrants, actuellement surtout les migrants qui viennent de Syrie. Nous avons avec nous aujourd'hui des experts qui peuvent nous parler de leurs différentes pratiques, de ce qu'ils mettent en place dans les différents pays, comme en Suède, qui est un cas très intéressant, ou en Allemagne ; ensuite interviendront plusieurs ONG qui vont parler de leur façon d'assurer un bon accueil en France. Je ne vais pas faire un discours d'introduction, je vais passer tout de suite la parole aux différents intervenants et d'abord souhaiter la bienvenue à Madame Torun Börtz qui est une ancienne résidente de la maison de Suède. Elle est journaliste, profession qu'elle exerce depuis 25 ans et elle a travaillé pendant 12 ans à Paris pour l'agence de presse suédoise ; depuis 5 ans Madame Börtz vous êtes de retour en Suède et vous vivez dans un petit village dans la région de Scanie. C'est la région du commissaire Wallander, comme vous dites. C'est la région qui a reçu le plus grand nombre de migrants par rapport à la population de Suède.

**Torun Börtz** : Disons que c'est une des régions de Suède où nous avons reçu le plus grand nombre de migrants par rapport au nombre d'habitants.

**Christiane Deussen** : Pour vous présenter, vous êtes auteure de deux livres. Dans l'un d'eux, vous vous êtes occupée de la question des émeutes dans les banlieues parisiennes et dans l'autre livre, ce qui donne sans doute aussi une possibilité de discussion avec les autres personnes présentes sur le podium, vous traitez des difficultés de logement en France. Maintenant je vous laisse la parole après avoir rappelé que la Suède a accueilli 160 000 migrants en 2015.

**Torun Börtz** : Sur une population de 9 millions, en effet. La Suède a accueilli 25% de tous les réfugiés arrivés en Europe pendant cette période-là. Je vais vous expliquer rapidement comment cela fonctionne quand un demandeur d'asile arrive en Suède : une fois qu'on arrive et qu'on a demandé le droit d'asile, on est tout de suite conduit vers des centres d'accueil, qui sont en fait des structures privées, mais l'Etat achète des places pour demandeurs d'asile. Ce qui amène au fait que ces centres d'accueil se trouvent souvent à la campagne dans les petites villes de province, ou même dans des hameaux, là où il y a des maisons ou des logements pas chers. Parce qu'il y a quand même des personnes qui souhaitent profiter un peu de cette crise. Tout le monde peut être accueilli avec des moyens modestes mais corrects. Les enfants sont plus ou moins rapidement scolarisés parce que, même avant d'avoir leur carte de séjour, ils ont tous le droit d'aller à l'école. Donc moi, je travaille dans une petite commune estuaire, au sud de la Suède, qui s'appelle Simrishamn et qui compte 18 000 habitants parmi lesquels il y a 900 réfugiés, un chiffre important. Il y en a 300 dans la ville elle-même, qui est une ville de 6 000 habitants et les autres, 2/3 des réfugiés, sont répartis dans les villages, des hameaux même, environnants. Je vous parle de cette commune justement, parce que c'est un très bon exemple concret du fonctionnement de l'accueil des réfugiés par la société civile. Malgré le fait qu'il y ait un très grand nombre de réfugiés qui soient arrivés l'année dernière, cela fonctionne plutôt bien. La clé, c'est l'étroite coopération entre les autorités, surtout les autorités locales, des acteurs privés, et les associations, c'est-à-dire que ça n'est pas les associations bénévoles qui tracent leur chemin et les autorités qui tracent le leur. Il y a une vraie coopération qui s'est créée. Cette commune de Simrishamn est l'un des meilleurs exemples de cette manière de travailler ensemble pour intégrer et accueillir les réfugiés. Comme je vous l'ai dit, il y a 900 réfugiés ou demandeurs d'asile dans cette commune et il y a également à proximité un autre village qui s'appelle Hammenhög. C'est un tout petit village d'à peu près 1000 d'habitants et dans ce petit village, il y a quatre centres d'accueil et à peu près 200 réfugiés sur 1000 habitants, ce qui est un pourcentage considérable. C'est aussi dans ce village que le premier camp de réfugiés a ouvert en automne 2013, quand les premiers réfugiés sont venus de Syrie. Il est incontestable qu'il y a eu des craintes à cette époque, sur la manière dont on doit accueillir les réfugiés, parce que c'est aussi une région avec beaucoup de votes pour l'extrême droite en Suède. Rapidement, un grand nombre d'habitants s'est demandé «qu'est-ce qu'on peut faire? », « de quoi avez-vous besoin ? ». Cet accueil a très bien marché parce que le premier centre d'accueil a très vite ouvert ses portes vers l'extérieur. Bien sûr, que ce sont des centres ouverts, pour que les gens qui y habitent puissent venir et sortir comme ils veulent, mais on l'a ouvert vers l'extérieur. Donc des gens du coin, des

villageois des alentours pouvaient venir comme ils voulaient, pour donner un coup de main, organiser des activités ou tout simplement pour un échange amical.

La première fois que j'y suis y allée dans le cadre de mon travail, je me suis dit que c'était un centre de loisir pour les adultes. C'était vraiment très ouvert. Il y avait des gens qui jouaient de la musique, qui buvaient du café etc.. Ensuite, on a très vite discuté du modèle d'Hammenhög qui a suscité l'intérêt des ministres. Récemment on a même eu un reporter et un photographe envoyés par l'UNHCR pour étudier cet exemple, ce village et comment on y travaille. Il y a d'autres centres d'accueil qui se sont construits. Cette ouverture vers l'extérieur a continué. Il y a, par exemple, des femmes qui viennent chaque semaine dans un centre d'accueil pour organiser des ateliers d'art créatif pour les enfants.

Ma propre mère, qui est ancienne maîtresse de maternelle, va dans un autre centre d'accueil pour faire des activités avec les tout petits. Il y a de nombreux exemples comme cela. Parallèlement certaines pratiques ont été abandonnées assez rapidement. Au début, dans le premier centre d'accueil, on avait fait venir des gens avec des vêtements pour les demandeurs d'asile. Ça n'a pas du tout marché, parce qu'il y avait trop de vêtements et le centre était totalement submergé sous une montagne de vêtements. Il y a une entreprise dans le village, qui avait des locaux et depuis deux ans, il y a une structure qui s'appelle « La boutique des dons » qui s'est très bien organisée, où il y a des bénévoles suédois, qui travaillent avec des bénévoles réfugiés au tri des vêtements, au rangement et à l'organisation. Il y a aussi un atelier de vélos, parce que c'est une région où les distances sont très courtes, donc avoir accès à un vélo c'est une manière d'avoir un peu de liberté de circuler. Les gens donnent des vélos et des demandeurs d'asile les réparent et les distribuent. Nous avons aussi une distribution de meubles. Par exemple, ceux qui, une fois leur carte de séjour en main, décident de rester dans la région, peuvent venir récupérer des meubles ou des ustensiles de cuisine etc.. Maintenant on a la même structure dans la ville de Simrishamn. Au bout d'un certain temps, la ville elle-même a engagé une personne qui travaille uniquement avec les associations, pour faciliter leur travail, pour le faire de façon plus efficace et pour monter des projets communs.

Cela peut être des choses aussi simples qu'aider les réfugiés avec des locaux pour des activités, mais ça peut aussi être monter des projets ensemble. Ce printemps par exemple, on a mis en marche un projet qui s'appelle « amis des langues ». Il s'agit de faire le « matchmaking », comme un point de rencontre entre un demandeur d'asile et un Suédois, pour que le demandeur d'asile ait la possibilité de pratiquer le suédois dans un cadre plutôt amical, mais aussi pour faire apprendre à la personne suédoise la langue du demandeur d'asile et pour faire un échange sur des bases moins inégales. Parce que, la plupart du temps, c'est au demandeur d'asile que l'on donne quelque chose ; il se sent dans une situation inférieure, mais là, l'idée c'est aussi qu'ils soient au même niveau. Ils sont tous les deux débutants, ils peuvent s'entraider et partager quelque chose. Il y a aussi des structures qui sont créées à l'extérieur des centres d'accueil. Pour la plupart des réfugiés, ou des demandeurs d'asile, ce qu'ils demandent c'est d'apprendre la langue. Mais les cours officiels ne débutent qu'une fois qu'on a sa carte de séjour. Maintenant il y a un certain nombre d'associations de bénévoles qui donnent des cours de langue.

Il y a aussi beaucoup de personnes qui demandent à pouvoir entrer le plus rapidement possible dans la société en faisant des stages dans les entreprises. Officiellement, cela est possible, mais en réalité, c'est très compliqué d'obtenir un stage, il y a énormément de démarches administratives, de papiers à remplir etc.. La commune a engagé une personne, qui a débuté il y a quelques semaines seulement, et qui va trouver très rapidement des stages, pas dans le privé mais dans la commune, comme par exemple dans les maisons de retraites, des crèches, des parcs, pour que les personnes puissent rapidement entrer dans la société civile, avoir des rapports professionnels et amicaux avec les Suédois etc..

Pour donner un bon exemple aux entreprises privées, il y a aussi l'intérêt que certains des demandeurs d'asiles, une fois qu'ils ont reçu leur carte séjour, aient envie de vivre ou de rester dans la région. Donc il y a plusieurs raisons pour avoir engagé cette personne-là. Il y a évidemment des choses qui auraient pu être mieux faites mais, dans l'ensemble, cette intégration et cette insertion fonctionnent plutôt bien et je pense que c'est surtout dû au fait que les autorités locales, les associations et les bénévoles individuels travaillent tous ensemble vers le même objectif. Par exemple, cette personne qui travaille à trouver des stages a eu une aide inattendue d'un couple pakistanais, qui est là depuis 5 mois, et qui voulait faire quelque chose pour eux-mêmes et aussi pour les autres qui vivent dans le centre de l'accueil, afin qu'ils puissent entrer dans la société suédoise le plus rapidement possible. Ils ont donc fait un recensement de deux tiers de la population du centre d'accueil, c'est-à-dire tous ceux qui ont voulu participer, avec tous les détails, comme le pays d'origine, l'âge, le nombre de langues parlées, les expériences professionnelles, la formation, la situation familiale, la situation de la santé, les hobbies etc.. Et donc pour cette personne qui cherche des stages pour les réfugiés c'est du pain béni. Il y a beaucoup de relations entre les centres d'accueil, les réfugiés, les autorités locales, les associations sociales. Il n'y a pas de concurrence entre ces différentes structures et c'est cela qui fait que ça marche plutôt bien.

**Christiane Deussen** : Très bien ! Un grand merci pour ce témoignage intéressant et je vais tout de suite me tourner vers Monsieur Marian Zachow, qui vient d'Allemagne. D'ailleurs, je dois aussi remercier à cet égard la Fondation Konrad Adenauer, parce que grâce à elle vous avez déjà eu un contact avec Paris au mois de décembre. Vous êtes venu pour observer ce qui se passait à la COP 21 et d'après ce que j'ai su par la Fondation Konrad Adenauer, vous êtes en même temps très intéressé par ce que l'on fait en France par rapport à l'accueil des migrants. Vous avez pris contact avec l'OPFRA et puisque vous êtes aussi intéressé par d'autres pratiques, nous avons pensé que vous pourriez parler de votre exemple de la région de Marbourg. Marbourg a une longue tradition universitaire en Allemagne et vous êtes « premier adjoint de la région Marbourg-Biedenkopf ». Vous êtes entré en politique il n'y a que deux ans et auparavant, vous étiez, dans votre première profession, pasteur. Ce n'est pas la première fois que l'on voit cela car en Allemagne il y a tout une tradition de pasteurs qui entrent en politique. C'est peut-être bien parce qu'il y a un contact direct entre vous et la société civile. En tout cas, je vous remercie d'être venu et maintenant, je vous passe la parole.

**M. Marian Zachow** : Je vous remercie de tout cœur pour votre invitation et me réjouis d'avoir comme Madame Börtz la possibilité de vous exposer la façon dont l'intégration peut fonctionner dans le monde rural. L'arrondissement (« Landkreis ») de Marburg-Biedenkopf,

20 communes, 240 000 habitants, est une région qui est à de nombreux endroits menacée par l'exode rural. Concrètement cela signifie que le nombre d'habitants décroît significativement dans la partie rurale de notre arrondissement; ceci nous a amenés à penser que nous pouvions transformer l'arrivée de migrants et de demandeurs d'asile en un atout pour notre région. Nous avons essayé d'intégrer aussi bien que possible le maximum de personnes qui cherchaient l'asile chez nous pour relancer l'installation des jeunes dans nos espaces ruraux. Pour ce faire nous avons activement et de façon résolue fait face au défi d'héberger les réfugiés, défi auquel nous sommes confrontés depuis 2012/13, en ayant à l'esprit l'objectif de contribuer parallèlement à la croissance et à la prospérité de notre arrondissement.

Cette approche est, il faut le dire, assez singulière parce que la discussion autour des réfugiés et de l'intégration s'est longtemps focalisée en Allemagne sur les espaces urbains et que la question des réfugiés dans les espaces ruraux ne se posait pas il y a encore 4 ou 5 ans. Dans ce contexte ce que nous avons fait, en tant qu'arrondissement rural, est d'autant plus marquant.

Je vais ici évoquer brièvement quels axes d'action nous avons choisis en la matière. Pour faciliter la compréhension je voudrais évoquer rapidement la structure administrative allemande dont vous connaissez certainement les grandes lignes. La question de la répartition des compétences en matière d'accueil de réfugiés est intéressante et révélatrice : elle met en évidence le premier problème. Pour traiter la question des réfugiés et des demandeurs d'asile en Allemagne il y a 6 administrations différentes, à des niveaux administratifs distincts. Vous pouvez aisément imaginer les difficultés que cela entraîne.

En Hesse, un Etat fédéral qui comporte 6 millions d'habitants, nous avons hébergé 80 000 réfugiés, une proportion proche de celle de la Suède. Cela signifie dans les faits pour notre arrondissement de Marburg-Biedenkopf que nous devons nous attendre en 2016 à devoir accueillir et intégrer 4 000 réfugiés supplémentaires pour une population de 240 000 habitants. Nous avons donc défini un certain nombre de lignes directrices que j'aimerais vous présenter maintenant. La première, et peut être la plus importante, est le fait que nous avons choisi un nouveau concept pour évoquer cette question. En Allemagne on a beaucoup parlé l'année dernière de la « culture de l'accueil », en allemand « Willkommenskultur ». Dans notre arrondissement nous nous avons pris nos distances par rapport à ce concept et sommes passés à la notion de « culture du vivre ensemble » (« Miteinanderkultur »). Pourquoi ? Parce que nous croyons que le terme « willkommen » (« bienvenue ») signifie toujours qu'il y a une personne qui est là et qui accueille une autre personne. Cela cache une certaine condescendance, un décalage de statut entre deux personnes qui ont affaire l'une à l'autre. C'est la raison pour laquelle nous nous sommes tournés vers la notion de « culture du vivre ensemble » qui met en exergue le fait que ce processus est un défi qui s'adresse aux deux parties et que celles-ci ont un rapport d'égal à égal.

L'expérience nous montre que cela peut être éprouvant quand on veut « vivre ensemble ». Mais si l'on réussit à faire émerger un vivre ensemble, cela est un enrichissement pour l'ensemble des personnes concernées. Nous voyons l'intégration comme un gain pour notre arrondissement et pour sa population. Cela est aussi un enrichissement pour ceux qui ont cherché refuge chez nous. Cette notion de culture du vivre ensemble indique la direction vers

laquelle nous voulons aller. Nous ne voulons pas seulement héberger les gens, nous voulons leur permettre de participer, de « prendre part ». Nous voulons qu'ils se sentent partie prenante de notre société. Dans ce contexte un élément revêt une importance particulière : la façon d'héberger les gens.

Dans les années 1990 nous avons déjà accueilli une importante vague de réfugiés, principalement en provenance de Yougoslavie. A cette époque nous les avons hébergés à la périphérie des villes dans des centres d'accueil « de masse ». Ces réfugiés étaient la plupart du temps tenus à l'écart et il n'y avait pas de contact avec la population locale. Au sens propre du terme ils étaient « marginalisés aux marges de la ville ». En 2013 nous nous sommes dit que nous devions suivre une autre voie et que nous devions intégrer les gens aussi bien que possible. Concrètement cela veut dire que nous devons les héberger au cœur des villes et des villages. Nous ne voulons pas les avoir dans des centres d'hébergement pléthoriques mais dans toute la mesure du possible dans des petites unités, des petits appartements ou dans de petits hébergements collectifs. C'est la raison pour laquelle chez nous à Marburg-Biedenkopf nous avons édicté la règle selon laquelle aucun hébergement collectif de demandeurs d'asile ne doit avoir une capacité de plus de 100 personnes. Dans les faits nous cherchons à abaisser cette limite. Mais quand nous disons que nous voulons, dans toute la mesure du possible, héberger les gens au sein de la population locale cela implique dans un arrondissement essentiellement rural que nous allons aussi héberger des gens dans des villages. Il y a deux ou trois ans, quand nous avons commencé, l'Allemagne entière nous a pris pour des demeurés. On nous a dit : « des réfugiés dans un village, ça ne fonctionnera pas. Les gens de la campagne sont trop bornés et les réfugiés veulent des infrastructures de type urbain. » Nous avons dit que nous le ferions tout de même parce que nous avons confiance dans le fait que les villages, avec leur proximité humaine et la forte imbrication des habitants, offrent de bonnes conditions pour l'intégration des réfugiés. Et c'est l'expérience que nous avons faite. Le meilleur exemple est celui d'un village de notre arrondissement qui compte 30 réfugiés pour 200 habitants. Les réfugiés nous ont dit : quoi, un village sans magasin, sans rien, on n'a jamais vu ça ». Au début tous voulaient partir le plus tôt possible ; maintenant ils s'y trouvent très bien. Pourquoi ? Parce que la communauté y fonctionne très bien. Parce que les réfugiés ont été accueillis de façon tout à fait naturelle, qu'une partie d'entre eux chante maintenant dans la chorale ou joue dans le club de football. Nous avons entretemps fait l'expérience que la proximité avec les gens du cru fait plus que compenser les longs trajets pour aller en ville et assister aux cours de langue. Et que les réfugiés se sentent bien aussi dans ces petits villages. Chez nous ceci est lié à l'espoir que les réfugiés se plaisent dans ces petites communes, qu'ils y habitent et que si le statut de réfugié leur est durablement reconnu, ils s'installent durablement dans ces villages.

Il y a un autre point important : nous, en tant qu'arrondissement –c'est-à-dire en tant qu'échelon administratif intermédiaire- aurions la possibilité de choisir la solution de simplicité et de dire aux villes et aux villages « vous devez accueillir tel chiffre de réfugiés et débrouillez vous .. ». Nous avons toutefois pensé que pour un sujet aussi délicat que la répartition d'êtres humains la contrainte et la pression ne sont pas la meilleure méthode. Au contraire nous misons sur le volontariat et sur la coopération entre les villes et les communes.

C'est pourquoi nous avons mis en place des réseaux de deux à trois villes qui prennent toujours ensemble un nombre déterminé de réfugiés et qui s'engagent mutuellement à pratiquer l'intégration dans ce réseau de villes et de communes. C'est ainsi que nous avons pu héberger l'an passé deux fois plus de réfugiés que prévu. Nous avons pu le faire sur la base du volontariat et avec la participation active des maires et des services de l'administration communale. De cette manière nous avons pu obtenir une large acceptation de la part de la population locale.

Un autre élément important est aussi le fait que lorsqu'un nouvel hébergement pour demandeurs d'asile est ouvert dans notre arrondissement, nous en informons au préalable les citoyens. Nous avons en effet constaté que lorsque de nouvelles personnes, des réfugiés, arrivent dans un village, il y a toujours des peurs, des craintes et des interrogations qui émergent. Il est d'autant plus important d'en informer les citoyens. Un impératif qui nous tient à cœur est le fait que la vie doit être organisée aussi normalement que possible. Dans nos communes nous avons la chance d'avoir beaucoup d'associations et de groupes divers qui viennent nous voir et nous demandent ce qu'ils peuvent faire pour les réfugiés. Nous répondons que la meilleure solution est qu'ils organisent leur vie courante, leurs activités sportives ou autres de telle manière que les réfugiés puissent s'y associer et ainsi participer à la vie du village. Un élément constitutif de la modernité est le fait que les gens ne veulent pas vivre dans de grandes unités, mais comme nous en Allemagne, dans des logements ou des appartements individuels. C'est pour cette raison que nous cherchons des hébergements permettant aux réfugiés de vivre dans des conditions les plus proches possible de celles des Allemands. Bien naturellement ce n'est pas facile pour les administrations car il est évidemment plus simple de chercher et de gérer un centre pour 200 réfugiés que 40 habitations pour 5 personnes. Néanmoins nous avons persévéré dans cette voie et nous avons eu un retour positif.

Comment avons-nous fait ? Nous avons gagné l'appui des maires et des services administratifs communaux, c'est-à-dire les échelons inférieurs de l'administration du Land de Hesse. Ils prennent en location 4 ou 5 habitations et les louent à l'arrondissement. Les réfugiés s'y installent alors. Il y a un certain écart entre ce que les communes paient comme loyer et ce que nous remboursions, nous en tant qu'arrondissement, aux communes. Concrètement les communes reçoivent un peu plus et peuvent avec ce surcroît d'argent, qui n'est pas négligeable, financer l'intégration et les cours de langue. L'avantage ici, c'est que ce sont aussi les maires et les communes qui cherchent les hébergements. Le système est beaucoup plus efficace que si c'étaient un ou deux collaborateurs de l'arrondissement qui le faisaient. Et ceci d'autant plus qu'il s'agit chez nous d'un arrondissement étendu en superficie comprenant 20 communes et 240 000 habitants. Vous voyez, nous avons réussi avec cette méthode à loger près de 50 % des réfugiés dans des hébergements collectifs de moins de 20 personnes. J'entends par là des appartements, des petits appartements collectifs ou des petits groupes d'habitations. 25 % sont logés dans des unités de 20 à 50 personnes et 25 % dans de véritables centres d'accueil de masse. Compte tenu du fait que nous avons dû héberger l'an dernier un nombre invraisemblable de personnes, ce que nous n'avions pas prévu, ceci est une performance. L'expérience nous montre que cette approche basée sur des hébergements à

taille humaine a des effets plus favorables sur l'ambiance générale que dans les arrondissements qui ont eu recours à des hébergements de masse.

Voilà ce que je voulais dire sur la question de l'accueil et de l'hébergement des réfugiés.

Parlons maintenant de l'intégration. Pour nous il n'est pas seulement important d'accueillir et de loger les gens, mais aussi de faire plus, et parallèlement à l'hébergement, de faire des petits pas vers l'intégration. C'est pourquoi nous avons à cœur, non seulement de parler des réfugiés, mais aussi de parler avec eux. C'est la raison pour laquelle nous voulons établir dans les centres d'hébergement une sorte de « modèle démocratique ». Nous voulons faire élire une sorte de conseils des réfugiés, d'équipes de porte-parole pour organiser une cogestion démocratique dans les centres d'hébergement et permettre une acclimatation à la démocratie. Car ceci est pour nous un aspect important. Nous avons comme en Suède la chance que ces dernières années beaucoup de personnes se consacrent à titre bénévole aux réfugiés et fassent preuve en la matière d'un engagement remarquable. Pour soutenir ces initiatives nous avons dans les services administratifs de l'arrondissement une collaboratrice qui essaie de fédérer toutes ces activités, de les coordonner, et également de donner des éléments de formation et de conseil afin que les bénévoles se sentent épaulés. Nous sommes maintenant confrontés à des situations où des bénévoles frôlent le burn-out parce qu'ils se sont démesurément engagés dans leur activité de bénévolat. Nous voulons que ceux qui aident se protègent, reconnaissent leurs propres limites. Par ailleurs nous partons du principe que l'intégration dans le monde du travail et dans la société doit déjà s'amorcer au niveau de notre arrondissement. Conjointement avec l'Agence fédérale pour l'emploi, compétente en Allemagne pour la recherche du travail nous avons choisi un changement d'approche par rapport au schéma habituel. Traditionnellement on pense que lorsque quelqu'un arrive dans un pays il doit commencer à apprendre la langue, ensuite vient un peu de formation, après on commence à travailler et à la fin on s'intègre dans des associations et des communautés rurales. Nous n'étions pas d'accord avec cette approche. Tout se tient en fait et doit se produire de façon simultanée parce qu'on apprend plus facilement une langue quand on travaille, quand on a des collègues, des voisins et des amis.

C'est pour cela que vous avez sur cette diapo de mon Power-point une série de petites roues, d'engrenages, qui s'imbriquent les uns dans les autres ; ceci représente de façon plastique notre volonté de combiner tous les éléments alors qu'avec la méthode traditionnelle chaque étape venait successivement. C'est comme ça qu'a été élaboré notre projet que nous avons appelé « Wolfsprojekt ». N'ayez crainte, je ne vais pas expliquer par le menu toutes les phases du projet, mais vous voyez sur la diapo les quatre éléments essentiels : conseil, apprentissage de la langue, travail et formation, qui doivent s'imbriquer les uns dans les autres. Dans ce but nous avons par exemple créé avec l'ANPE allemande un bureau commun de recherche d'emploi pour réfugiés. Dans l'administration allemande nous avons cette situation absurde selon laquelle c'est l'Agence fédérale pour l'emploi qui est compétente pour les demandeurs d'asile alors que c'est une autre instance qui est compétente lorsque la demande d'asile a été acceptée. Nous n'avons pas voulu imposer ces subtilités aux réfugiés et nous avons créé une instance unique à laquelle les réfugiés peuvent s'adresser. Quelle que soit l'autorité compétente, on les aide et il y a quelqu'un qui s'occupe de les intégrer dans le marché du

travail. Nous avons obtenu avec ce système de bons résultats ; notre réseau nous a permis de recevoir beaucoup d'offres d'employeurs pour des stages et pour des places de formation.

Passons maintenant aux cours de langue. La situation est telle en Allemagne que les réfugiés en provenance d'Irak, d'Iran, de Syrie, d'Erythrée ont droit à des cours de langue payés par le gouvernement fédéral même si leur demande d'asile n'est pas encore traitée. Cela n'est pas le cas pour les réfugiés d'Afghanistan ou d'autres pays d'origine. Nous avons décidé, nous l'arrondissement de Marburg-Biedenkopf, de payer les cours de langue pour les réfugiés d'Afghanistan sur notre propre budget. Ceci pour éviter que le matin un réfugié parte aux cours de langue parce qu'il se trouve venir de Syrie alors que son voisin de lit afghan ne peut pas participer aux cours.

Il est important pour nous de combiner cours de langue, travail et formation ; c'est la raison pour laquelle nous avons lancé l'an dernier un « modèle de travail à plein temps ». Nous avons offert une possibilité de travailler à un groupe de réfugiés, trois ou quatre jours dans un service d'intérêt général comme par exemple une cantine d'école. Les réfugiés y travaillent trois ou quatre jours et pendant un ou deux jours ils ont des cours de langue. Ensuite, pour aller plus loin, nous nous sommes dit que l'être humain ne vit pas uniquement de travail et d'apprentissage de langue ; il a aussi besoin d'éducation et de culture. L'être humain a besoin d'élargir ses horizons culturels ; cela passe aussi par le fait de découvrir notre région, notre arrondissement et notre tissu économique. Dans ce cadre nous offrons les mardis et les jeudis des activités de découverte comme des visites d'entreprises ou des manifestations culturelles. Dans notre arrondissement il a par exemple des ateliers de théâtre et des visites guidées dans les villes. L'idée derrière cela, c'est que tout doit se combiner et se compléter. Ce qu'on apprend le lundi au cours de langue, on le met ensuite en pratique au travail. Lorsqu'on participe à une visite guidée ou à une visite d'entreprise, on ne découvre pas seulement le tissu économique mais on peut avoir la possibilité de discuter avec les employeurs et c'est cela qui est peut être le plus positif.

Cela n'a pas seulement un impact positif pour les réfugiés ; cela a aussi permis à beaucoup de chefs d'entreprises et de responsables de se faire une idée plus précise des réfugiés et des demandeurs d'asile. Nous avons observé que cela a contribué à démanteler bon nombre de préjugés et que culture, formation et intégration fonctionnent le mieux grâce aux contacts personnels directs.

Vous voyez maintenant la diapo sur notre programme de formation dénommé Open Voice. Nous avons proposé vingt visites d'entreprises, avons accompagné les réfugiés à Francfort et avons proposé d'autres choses également. Il y a aussi des informations, par exemple sur des contributeurs, sur les possibilités de soutien et sur la façon de gérer le quotidien avec des moyens financiers limités.

Voici en accéléré notre tentative de faire émerger une culture du vivre ensemble. Nous avons obtenu des résultats très positifs parce que cela fonctionne bien précisément dans les espaces ruraux où les gens vont à la rencontre des autres. Je cite toujours volontiers l'exemple suivant : l'été dernier on m'a remis une pétition avec 450 signatures contre l'ouverture d'un centre d'hébergement pour réfugiés. Nous avons néanmoins ouvert ce centre et trois mois plus

tard certains de ceux qui avaient signé la pétition sont venus me trouver et m'ont dit : « vous aviez raison, c'est un enrichissement pour notre village ». A la suite de la pétition, je dois l'avouer, j'avais été obligé de m'engager par écrit à ne pas loger dans ce village plus de soixante réfugiés. Certains de ceux qui sont venus me voir ensuite m'ont dit : « dans le fond, si vous aviez encore vingt réfugiés, on les prendrait bien ». Ceci montre qu'héberger des réfugiés dans des villages peut effectivement bien fonctionner quand on essaie de le réaliser sous l'angle de l'intégration et de la culture du vivre ensemble.

**Marian Zachow:** *Ich bedanke mich ganz herzlich für die Einladung und freue mich sehr, den Blick, ganz ähnlich wie Frau Börtz, darauf zu lenken, wie Integration von Flüchtlingen auch im ländlichen Raum funktionieren kann. Der Landkreis Marburg Biegenkopf ist eine Region, die in großen Teilen von Bevölkerungsabwanderung bedroht ist. Das heißt die Einwohnerzahl geht in dem ländlichen Teil unseres Landkreises deutlich zurück, und das war für uns ein Grund zu sagen, dass wir die Zuwanderung von Flüchtlingen und Asylbewerbern auch als Chance für unsere Region nutzen wollten. Wir wollten versuchen möglichst viele der Menschen die, bei uns Zuflucht suchen, gut zu integrieren, um auch entsprechend Zuwachs an jungen Leute auf unseren ländlichen Gebieten zu erzielen. Deswegen sind wir diese Herausforderung, die seit 2012/2013 auf unseren Landkreis zugekommen ist, Flüchtlinge unterzubringen, aktiv angegangen und verfolgen das mit dem Ziel zum Wachsen und Gedeihen unseres Landkreises beizutragen. Das ist insofern in Deutschland auch nochmal was besonders, weil wir lange die Diskussion über Flüchtlinge und Integration von Flüchtlingen sehr auf die Städtischen Räume geführt haben und Flüchtlinge auf dem Land eigentlich bis vor 4, 5 Jahren gar nicht in der Diskussion waren. Umso spannender war es, dass wir uns als ländlicher Landkreis diesen Schwerpunkt gesetzt haben.*

*Ich will einfach mal kurz aufzeigen, welche Schwerpunkte wir an dieser Stelle gesetzt haben. Um sozusagen den Einstieg zu machen, wollte ich nochmal ganz kurz auf die deutsche Verwaltungsstruktur eingehen. Sie kennen sicherlich den Aufbau der deutschen Verwaltung. Spannend sind die Zuständigkeiten für Flüchtlinge, die auf das erste Problem hinweisen. Für Flüchtlinge und Asylbewerber in Deutschland sind 6 verschiedene Behörden auf verschiedenen Ebenen zuständig und Sie können sich vorstellen, dass das alles nochmal verkompliziert. Sie sehen hier noch einmal die Zufluchtssituation. Wir haben in Hessen, einem Bundesland von 6 Mio. Einwohnern, 80000 Flüchtlinge untergebracht. Wir haben also fast Verhältnisse wie in Schweden. Das bedeutet für unseren Landkreis, dass wir im Jahr 2016 damit rechnen, 4000 Flüchtlinge in einem Landkreis von etwa 240000 Personen unterzubringen und integrieren zu wollen. Wir haben uns deswegen ein paar Leitlinien gesetzt, von denen ich hier gerne einige erläutern möchte. Das erste, vielleicht wichtigste ist, dass wir einen neuen Begriff gewählt haben. Deutschland hat letztes Jahr sehr viel von der Willkommenskultur gesprochen und wir haben uns in unserem Landkreis wieder von diesem Begriff gelöst und sind zum Begriff der „Miteinanderkultur“ übergegangen. Warum? Weil wir glauben, dass „willkommen“ immer bedeutet: einer ist der, der da ist und den anderen begrüßt. Das hat aber immer was mit von oben herab zu tun, also mit einem Gefälle zwischen den beiden Personen, die mit einander agieren. Deshalb haben wir uns für den Begriff*

*„Miteinanderkultur“ entschieden, weil da deutlich wird, dass der Vorgang eine Herausforderung ist, die für beide Seiten gemeinsam gilt und auf Augenhöhe stattfindet.*

*Mittlerweile wissen Sie, dass es anstrengend sein kann, wenn man miteinander leben will. Aber wenn es gelingt ein Miteinander zu gestalten, dann ist es ein Gewinn für alle Beteiligten und so sehen wir Integration als einen Gewinn für unseren Landkreis und für die Menschen in unserem Landkreis. So ist es auch für die ein Gewinn, die bei uns Zuflucht suchen. Daher gibt dieser Begriff schon die Richtung vor, in die wir wollen. Wir wollen die Menschen nicht nur unterbringen, sondern wir wollen ihnen Teilhabe ermöglichen. Wir wollen, dass sie dazugehören in unserer Gesellschaft. Und dabei ist eines wichtig, nämlich die Art und Weise der Unterbringung.*

*Wir hatten in Deutschland eine große Welle von Flüchtlingen, überwiegend aus Jugoslawien in den 90er Jahren, wo man Flüchtlinge untergebracht hat, indem man überwiegend am Rande der Städte oder der kleineren und größeren Städte relativ große Flüchtlingsheime etabliert hat. Sie waren meistens ausgegrenzt und es fand quasi keine Begegnung statt. Sie waren im wahrsten Sinne des Wortes ausgegrenzt am Stadtrand. Wir haben uns 2013 gesagt, dass wir einen anderen Weg gehen wollen, dass wir die Menschen so gut wie möglich integrieren wollen. Das heißt wir wollen sie möglichst mitten drin in den Städten und in den Dörfern unterbringen. Wir wollen sie vor allem nicht in großen Heimen mit vielen Personen, sondern in möglichst kleinen Einheiten, in kleinen Wohnungen oder in kleinen Gemeinschaftsunterkünften. Deshalb haben wir bei uns in Marburg Wiesenkopf die Regel, dass keine Unterkunft für Asylbewerber mehr als hundert Bewohner haben darf. Unser Ziel ist eigentlich, dass wir deutlich kleinere Unterkünfte haben. Wenn wir aber sagen, dass wir die Menschen wirklich möglichst mitten drin unterbringen wollen, dann heißt das in einem Landkreis, der überwiegend aus Dörfern besteht, dass wir die Menschen auch auf Dörfern unterbringen müssen. Als wir damit angefangen haben vor 2-3 Jahren, sind wir deutschlandweit für verrückt erklärt worden. Da hat man gesagt: „Flüchtlinge auf dem Dorf, das funktioniert nicht. Da sind die Menschen auf dem Land zu engstirnig und die Flüchtlinge wollen ja eine gute Infrastruktur,“ Wir haben gesagt, dass wir es trotzdem machen, weil wir darauf vertraut haben, dass das Dorf, wir haben viele kleine Dörfer, manchmal nur mit 300-400 Einwohnern, mit seiner Nähe zu den Menschen und dem engen Leben der Menschen untereinander eine gute Chance bietet, um Flüchtlinge zu integrieren. Und das ist dann auch die Erfahrung, die wir tatsächlich gemacht haben. Der Höhepunkt ist ein Dorf mit 200 Einwohnern und 30 Flüchtlingen. Dort haben uns viele Flüchtlinge gesagt: „also ein so kleines Dorf ohne Laden ohne alles, hätten sie noch nicht erlebt“. Und am Anfang wollten sie alle ganz schnell wieder weg, aber mittlerweile fühlen sie sich dort richtig wohl. Warum? Weil die Gemeinschaft dort so gut ist. Weil die Flüchtlinge ganz selbstverständlich aufgenommen werden und zum Teil im Gesangsverein mitsingen oder im Fußballverein mitspielen. Wir haben mittlerweile festgestellt, dass die Nähe zu den Menschen die weiten Wege und die mangelnde Infrastruktur zu den Städten und zu den Sprachkursen mehr als kompensiert. Und dass die Flüchtlinge sich auch auf diesen kleinen Dörfern ausgesprochen wohlfühlen. Für uns ist das natürlich auch mit dem Hintergedanken verbunden, dass es den Flüchtlingen auch auf diesen kleinen Dörfern gefällt, dass sie auf den kleinen Dörfern*

*wohnen und, dass wenn ihr Asylbewerberantrag dauerhaft anerkannt ist, sie auch dauerhaft auf diesen Dörfern wohnen bleiben.*

*Dann war uns ein weiteres wichtig. Wir hätten in Deutschland die Möglichkeit, es einfach zu machen, indem der Landkreis als mittlere Verwaltungsebene den Dörfern und Städten sagt: "Ihr müsst so und so viele Flüchtlinge aufnehmen und dann kümmert euch darum." Wir haben uns gesagt, dass in Hinsicht auf die Verteilung von Menschen, Zwang und Druck anzuwenden, nicht das richtige Mittel ist. Sondern wir setzten auf Freiwilligkeit und auf die Zusammenarbeit der Städte und Gemeinden. Deshalb haben wir regionale Netzwerke, von zwei bis drei Städten geschaffen, die immer gemeinsam eine bestimmte Zahl von Flüchtlingen aufnehmen und sich dann verpflichten auch untereinander, in diesem Netzwerk an Städten und Gemeinden Integration zu machen und so haben wir es geschafft, im letzten Jahr doppelt so viele Flüchtlinge unterzubringen, wie erwartet. Wir haben diese alle auf der Basis der Freiwilligkeit und mit der Unterstützung der Bürgermeister und der Verwaltung in den Dörfern untergebracht und dadurch auch gute Akzeptanz bei uns in den Dörfern erzielt.*

*Ein wichtiger Beitrag dazu ist aber auch, dass wenn irgendwo eine neue Asylbewerberunterkunft in unserem Landkreis etabliert wird, wir immer erstmal die Bürger informieren. Weil, dass stellen wir auch fest, wenn neue Bürger, neue Flüchtlinge in ein Dorf kommen, dann gibt es damit auch immer ganz viele Ängste und Befürchtungen und offene Fragen. Umso wichtiger ist es dann, die Menschen darüber zu informieren. Ein Punkt, der uns auch sehr am Herzen liegt, ist dass das Leben so normal wie möglich gestaltet werden soll. Wir haben in unseren Gemeinden das große Glück, dass es sehr viele Vereine und Gruppen gibt, die auf uns zukommen und uns fragen, was sie für die Flüchtlinge tun können. Wir sagen, das Beste, was ihr tun könnt ist, dass ihr euer normales Leben, eure Sportaktivitäten und all das, so gestaltet, dass Flüchtlinge dabei sein können, dass sie einfach mitmachen können und dass man ihnen auf diese Weise die Möglichkeit bietet am Leben im Dorf teilzunehmen. Und zur Normalität gehört eben auch, dass man nicht in großen Häusern leben will, sondern so, wie wir anderen auch, in kleinen Wohnungen, in kleinen Appartements. Deswegen suchen wir ganz intensiv danach Wohnungen zu finden, dass wir Flüchtlinge eben nicht in großen Unterkünften, sondern in Wohnungen versuchen unterzubringen, dass sie so leben, wie ungefähr jede andere deutsche Familie auch. Das ist natürlich, auch für eine Verwaltung, nicht ganz einfach, da es natürlich einfacher ist, ein großes Haus für 200 Flüchtlinge zu suchen und zu verwalten, als 40 Wohnungen für 5 Personen. Trotzdem haben wir versucht ganz bewusst diesen Schwerpunkt zu setzen und haben damit auch gute Erfahrungen gemacht.*

*Wie machen wir das? Wir haben die Bürgermeister und die Mitarbeiter der Verwaltung, also die Glieder der unteren Verwaltungsebene als Unterstützer gewonnen. Sie mieten dann immer 4-5 Wohnungen zusammen an und vermieten diese dann weiter an uns als Landkreis. Dort ziehen dann die Flüchtlinge ein. Es gibt dann noch einen gewissen Unterschied, zwischen dem, was die Gemeinden an Miete zahlen müssen und an dem, was wir als Landkreis den Gemeinden an Kosten erstatten. Das heißt die Gemeinden bekommen etwas mehr und auch aus diesen Mitteln können die Städte und Gemeinden noch ein gutes Stück Geld für Integration und Sprachkurse bezahlen. Der Vorteil ist eben hier, dass auch die Gemeinden*

*und die Bürgermeister nach den Wohnungen suchen. Da findet man natürlich viel mehr Wohnungen, als wenn das ein oder zwei Mitarbeiter im Landkreis machen würden. Besonders in einem großen Flächenlandkreis mit 20 Gemeinden und 240.000 Einwohnern. Sie sehen, uns ist mit dieser Struktur der Unterbringung gelungen, dass wir fast 50% der Flüchtlinge in Unterkünften haben, die kleiner als 20 Personen sind. Das heißt, das sind Wohnungen, kleinere Wohngemeinschaften oder kleinere Wohngruppen. Dann haben wir fast 25% in der Größenordnung 20-50 Personen und nochmal 25% in wirklich größeren Asylheimen. Das ist angesichts der Tatsache, dass wir im letzten Jahr unwahrscheinlich viele Menschen unterbringen mussten, womit wir überhaupt nicht gerechnet hatten, ganz wichtig. Wir machen tatsächlich auch die Erfahrung, dass durch diese kleinteilige Unterbringung auch die Stimmung besser ist, als in den Landkreisen die diese großen Unterkünfte etabliert haben. Soweit zu dem Thema, wie wir die Unterbringung lösen.*

*Uns war aber nicht nur wichtig, die Menschen unterzubringen, sondern auch mehr zu schaffen und gleichzeitig mit der Unterbringung auch die kleinen Schritte in Richtung Integration zu machen. Deshalb ist uns wichtig, dass wir nicht nur über, sondern auch mit den Flüchtlingen reden. Deswegen wollen wir auch in den Flüchtlingsunterkünften eine Art Demokratiemodell etablieren. Wir wollen eine Art Flüchtlingsräte, Flüchtlingssprecherteams wählen, um demokratische Mitbestimmung in den Flüchtlingsunterkünften zu organisieren, aber eben auch eine gewisse Einübung in Demokratie zu leben. Dann eine für uns ganz wichtige Angelegenheit. Wir haben ähnlich wie in Schweden das Glück, dass sich in den letzten Jahren unglaublich viel Ehrenamtliche um Flüchtlinge kümmern und sich da wahnsinnig engagieren. Um diese Initiativen zu unterstützen haben wir auch beim Landkreis eine Mitarbeiterin, die versucht diese ganzen Aktivitäten zusammenzuführen, miteinander zu koordinieren und vor allem auch Bildungsarbeit zu leisten, damit die ehrenamtlichen Helfer auch Unterstützung bekommen. Wir haben mittlerweile die ersten Fälle, in denen ehrenamtliche Helfer kurz vorm Burnout stehen, weil sie sich einfach übernommen haben mit ihrer ehrenamtlichen Arbeit. Auch da wollen wir ein bisschen dazu beitragen dass man sich davor schützt und, dass man auch die eigenen Grenzen sieht. Der wichtigste Gedanke ist aber, dass wir auch in unserem Landkreis mit der Integration in den Arbeitsmarkt und in die Gesellschaft anfangen wollten und da auch gemeinsam mit der Arbeitsagentur, die bei uns in Deutschland für die Verteilung der Arbeit zuständig ist, einen Wechsel des Leitbildes vorgenommen haben. Traditionell denkt man Ankommen in einem Land funktioniert so, dass man zuerst die Sprache lernt, dann kommt ein bisschen Bildung, dann fängt man an zu arbeiten und dann am Ende integriert man sich in Vereine und Dorfgemeinschaften. Und da waren wir anderer Meinung. Das gehört alles miteinander zusammen und das muss nach Möglichkeit gleichzeitig stattfinden, weil man nämlich die Sprache am besten lernt, wenn man arbeitet, weil man sie am besten lernt, wenn man Kollegen, Nachbarn und Freunde kennt. Deswegen dieses Bild der ineinandergreifenden Rädchen und unser Versuch diese Dinge, die früher nacheinander kamen in unserem Landkreis miteinander zu kombinieren. Dabei ist das Netzwerk unseres Wolfsprojektes entstanden. Keine Sorge, das erkläre ich ihnen hier nicht alles im Einzelnen, aber sie sehen diese vier Elemente, Beratung, Sprache lernen, Arbeit und Bildung sollen in einander greifen. Dazu haben wir beispielsweise ein gemeinsames Arbeitsmarktbüro für Flüchtlinge gegründet. In der deutschen Verwaltung ist die absurde*

*Situation, dass für Asylbewerber das Arbeitsamt zuständig ist und wenn der Asylantrag genehmigt worden ist, tritt eine andere Behörde an diese Stelle. Das wollten wir keinem Asylbewerber erklären, sondern wir haben gesagt, wir schaffen eine Institution, wo die Flüchtlinge direkt hingehen können. Egal wer zuständig ist, es wird ihnen dort geholfen und es kümmert sich jemand sie in den Arbeitsmarkt zu bekommen. Und wir haben richtig gute Erfahrungen damit, weil wir durch die gemeinsame Arbeit auch viele Angebote von Arbeitgebern für Praktika und für erste Ausbildungsplätze bekommen haben.*

*Wir haben Sprachkurse. Und zwar ist es mittlerweile in Deutschland so, dass Flüchtlinge aus dem Irak, dem Iran, Syrien und Eritrea ein Anrecht auf Sprachkurse haben, die die Bundesregierung bezahlt, auch wenn ihr Asylantrag noch nicht genehmigt ist. Für Flüchtlinge aus Afghanistan und aus anderen Herkunftsländern gilt das aber nicht. Wir haben uns dann aber gesagt, dass wir das anders wollen und eingeführt, dass wir als Landkreis, für die Flüchtlinge aus Afghanistan, die Sprachkurse zahlen. Das, damit nicht der eine Flüchtling morgens zum Sprachkurs geht, weil er zufällig aus Syrien kommt und sein Bettnachbar der aus Afghanistan kommt eben nicht an diesem Sprachkurs teilnehmen kann. Vor allem ist uns aber auch wichtig dass wir versuchen wollen Sprachkurs, Arbeit und Bildung miteinander zu kombinieren, weswegen wir im letzten Jahr ein ganzzweites Arbeitsmodell gestartet haben. Wir haben für eine Gruppe von Flüchtlingen eine Arbeitsgelegenheit angeboten, also drei oder vier Tage Arbeit in gemeinnützigen Bereichen, also z.B. in einer Schulcafeteria. Dort arbeiten dann die Flüchtlinge 3 oder 4 Tage und an einem oder zwei Tagen, haben sie dann Sprachkurse. Dann haben wir uns aber auch gesagt, der Mensch besteht nicht nur aus Arbeit, und Sprache lernen, sondern der Mensch hat auch kulturelle Bedürfnisse. Der Mensch braucht Bildung und der Mensch soll nicht zuletzt unsere Region, unseren Landkreis und unsere Wirtschaft kennenlernen. Deswegen haben wir immer am Dienstag und am Donnerstag Bildungsangebote, dazu gehören Firmenbesichtigung aber auch kulturelle Angebote aus unserem Programm. Da gibt es in unserem Landkreis Theaterworkshops und Stadtführungen. Der Gedanke, der dahinter steckt ist, dass sich das alles ergänzen soll. Also das, was man Montags im Sprachkurs lernt, wendet man bei der Arbeit praktisch an. Wenn man eine Stadtführung oder auch eine Firmenbesichtigung macht, lernt man nicht nur die Wirtschaftsstruktur kennen, sondern kommt vielleicht auch schon mit Arbeitgebern ins Gespräch und das ist womöglich auch der spannendste Effekt an der Sache. Das hat nicht nur einen Effekt für die Flüchtlinge sondern, das hat auch bei vielen Unternehmern und Verantwortlichen dazu geführt, dass man ein viel genaueres Bild von den Flüchtlingen und Asylbewerbern bekommt und wir haben die Beobachtung gemacht, dass hierdurch auch viele Vorurteile abgebaut werden konnten und das Bildung und Integration am besten durch Begegnung funktioniert. Hier sehen Sie nochmal unser Bildungsprogramm „OPEN VOICE“. Wir haben 20 Unternehmensbesuche angeboten, waren in Frankfurt mit den Flüchtlingen und haben andere Dinge unternommen. Es gibt auch Informationen, z. B. über Förderer und Unterstützungsmöglichkeiten und wie man ein Alltagsleben auch mit relativ wenig Einkommen gestalten kann. Soweit vielleicht im Schnelldurchlauf unser Versuch eine „Miteinanderkultur“ zu etablieren. Wir haben sehr gute Erfahrungen, weil es gerade im ländlichen Raum gut funktioniert, dass die Menschen aufeinander zugehen. Ich nenne immer gerne folgendes Beispiel. Letzten Sommer wurden mir 450 Unterschriften gegen eine*

*Flüchtlingsunterkunft übergeben. Wir haben diese Unterkunft eröffnet und drei Monate später kamen einige dieser, die unterschrieben habe, auf mich zu und sagten: " Sie hatten Recht, das ist eine Bereicherung für unser Dorf". Ehrlich gesagt musste ich den Menschen auf diesem Dorf schriftlich geben, dass nicht mehr als 60 Flüchtlinge kommen. Und dann haben mir einige gesagt: „Ganz ehrlich, wenn Sie jetzt nochmal 20 hätten, würden wir sie nehmen“. Dies zeigt, wie gut es funktionieren kann, Flüchtlinge tatsächlich auch auf den Dörfern unterzubringen, wenn man es versucht unter dem Leitbild der Integration und der „Miteinanderkultur“ zu gestalten.*

**Christiane Deussen** : Merci beaucoup pour c'est deux témoignages et je pense qu'il y avait aussi quelques similarités dans les approches, surtout parce qu'il s'agit de la tentative d'intégrer les migrants au niveau local, dans les petits villages et c'est tout à fait intéressant. J'ai relevé le mot « culture » chez vous, parce qu'on a parlé de beaucoup de choses, mais on a moins parlé de la culture pendant ces journées autour du thème de la paix et de la migration, et je pense que c'est vraiment la culture du vivre ensemble qui doit être développée et là vous avez donné des exemples qui se complètent vraiment très bien. La « normalité » était aussi un terme que vous avez utilisé. Il faut créer une sorte de « normalité » entre les migrants et la population, et je pense que c'est la même chose chez vous en Suède ; voulez vous encore ajouter quelque chose Mme Börtz ?

**Torun Börtz** : Comme vous dites, il y a beaucoup des similarités entre cette région et chez nous ; c'est aussi un peu la même chose que chez vous, M. Zachow. Ce sont des régions dans lesquelles on a besoin d'habitants et cela crée aussi un rapport un peu plus égal que s'il s'agit d'une région où on n'a pas besoin de nouveaux habitants. Et dans cette commune là, où je travaille et je vis, la population a augmenté l'année dernière pour la première fois depuis dix ans. Il y a donc vraiment un besoin que les migrants souhaitent rester, ce qui incite peut-être à bien les accueillir et à trouver des rapports un peu plus égaux.

**Christiane Deussen** : Merci. Ce que l'on a appris hier aussi, c'est que l'accueil des réfugiés ne s'improvise pas. Nous avons vu que c'est déjà organisé au niveau local, quelque fois régional, et ce qui est aussi intéressant dans votre cas, c'est que vous avez pris les initiatives au niveau régional, parce que, vous nous aviez dit que le Bund, le niveau national, vous oblige à travailler d'une certaine manière qui ne vous convient pas et vous donnez un financement supplémentaire pour travailler d'une façon qui est, d'après vous, plus équitable. Par exemple, pour ne pas faire la différence entre les différentes populations de migrants. Maintenant une question à vous deux M. Zachow et Mme Börtz : Quel est le pourcentage du travail organisé par les communes, par les services publics aux niveaux communal et régional et quel est le pourcentage du travail bénévole de la société civile ? Est-ce qu'on peut mesurer cela en pourcentage ?

**Marian Zachow** : C'est une question difficile. L'an passé la part de la société civile représentait presque 100 % parce que les services administratifs étaient complètement saturés. L'accompagnement au sens large s'est fait au niveau local : aller à la banque, ouvrir un compte, aller chez le médecin.. Pour toutes les démarches pour lesquelles les services administratifs n'avaient pas de capacités suffisantes, ce sont des personnes bénévoles qui sont

intervenues. Je dirais que pour les affaires courantes, globalement, la part des personnes bénévoles est de l'ordre de 50 %.

**Marian Zachow**: *Also es ist ganz schwierig. Im letzten Jahr gab es fast 100% Zivilgesellschaft, weil wir mit der Verwaltung überhaupt nicht mehr nachkamen. Da war die ganze Betreuung, die ganz Unterstützung vor Ort. Der Gang zur Bank, ein Konto zu eröffnen, der Gang zum Arzt. Für all das, wofür wir als Stadt nicht mehr ausreichende Kapazitäten hatten, sind Ehrenamtliche. Ich würde sagen im Alltagsgeschäft wird 50% von Ehrenamtlichen geleistet, eingesprungen. Ganz einfach, weil der Nachbar sich darum kümmert, aber auch, weil sich Vereine und Initiativen bewusst kümmern.*

**Torun Börtz** : Je pense que ma réponse sera à peu près la même. Au niveau régional, non, on ne fait rien, mais c'est vrai que les autorités locales sont quand même chargées de choses très couteuses, très lourdes, c'est à-dire l'école, l'hébergement etc.. Mais tous qui a à faire avec la vie pratique, concrète de tous les jours, comme comment acheter un billet de train, comment aller chez le médecin, comment je remplis ce papier pour obtenir tel et tel soutien, ça c'est vraiment au niveau du bénévolat. Donc je pense que pour ces choses là, c'est dans les 60% peut-être, même plus.

**Christiane Deussen** : Merci beaucoup. Maintenant, je vais me tourner vers les quatre autres intervenants qui représentent différentes initiatives prises à Paris, surtout dans le milieu universitaire, mais aussi au-delà.

Je commence peut-être par vous Monsieur Michel Morzière. Vous êtes président d'honneur de l'association *Revivre*, une association qui a été créée il y a douze ans. Est-ce que vous pouvez nous expliquer de quelle manière vous travaillez et quel est votre objectif ?

**Michel Morzière** : Ecoutez, quand j'ai entendu les deux discours précédents, je me suis demandé si nous étions sur la même planète, quand je vois à quels problèmes nous sommes confrontés quotidiennement ici à Paris. Tout ça me confirme chaque jour qu'en France nous ne savons pas accueillir les réfugiés. Nous ne savons pas. En ce qui concerne *Revivre*, nous avons commencé à accueillir des réfugiés syriens au bout de la première année. C'était une initiative prise à la demande d'un certain nombre d'associations comme la Ligue des droits de l'homme, le GISTI, Amnesty etc. qui disaient que les premiers réfugiés syriens arrivaient en France, à Paris. Alors que les immigrants traditionnels, qui arrivent d'Afrique, connaissent déjà plus ou moins les circuits en France, les Syriens qui arrivent ne savent pas ce qu'ils doivent faire et très souvent on retrouve un grand nombre de réfugiés qui ne se sont même pas régularisés et qui sont complètement en situation irrégulière. Donc il fallait créer une structure spécifique s'occupant des Syriens qui arrivent. C'est comme cela que s'est créée *Revivre*, on a eu la chance que la mairie du 20<sup>ème</sup> nous donne des locaux et on a accueilli certains réfugiés, ceux qui connaissaient l'existence de l'association. Quand un réfugié arrive, c'est le parcours du combattant. Quand vous voyez ce qu'ils doivent éprouver, ils ont un passé déjà très dur pour eux et quand ils arrivent, c'est des queues devant les préfectures très tôt le matin etc.. Alors quand ils arrivent, on essaye de leur donner un peu de chaleur et d'humanité dans notre accueil avec des arabisants bien entendu. On veut qu'ils se sentent à l'aise, on prépare leurs dossiers de demande d'asile. C'est toute une démarche. Aujourd'hui en France, il faut bien

considérer qu'il y a deux types de réfugiés, deux démarches. Il y a ceux que j'appelle ceux qui arrivent en Mercedes. C'est pour illustrer les choses, c'est ceux qu'on appelle les relocalisés qui arrivent à travers les différents programmes de réinstallation, qui sont envoyés dans un Centre d'Accueil pour Demandeur d'Asile (CADA) lorsqu'ils arrivent. Puis il y a, et cela on l'ignore toujours, le nombre de réfugiés qui arrivent soit avec des Visa D, parce qu'ils ont obtenu un Visa de demandeur, mais finalement, quand ils sont sur le territoire, ils n'ont personne pour les héberger. Il y en a même qui ont des Visa C, des visas touristiques pour essayer de venir et puis finalement quand ils arrivent, ils sont devant leurs problèmes. Il y a un certain nombre de réfugiés qui, suite aux migrations importantes, arrivent en France, et que l'on voit arriver dans notre permanence. La semaine dernière par exemple, un couple avec un enfant est venu dans notre permanence, ils étaient depuis 15 jours dans un parc et ils ne tenaient plus, ils n'en pouvaient plus. Et nous sommes obligés de trouver des solutions. Et là vous êtes dans un deuxième système d'accueil qui est catastrophique pour nous, parce que, si effectivement le délai d'obtention du statut a été raccourci à partir du moment où vous avez déposé votre statut, nous avons une catastrophe aujourd'hui, un scandale, en ce qui concerne le moment avant le dépôt de la demande. Vous avez ce qui a été mis sur pieds, c'est-à-dire les plateformes d'enregistrement où, logiquement, les gens attendaient 72 heures pour avoir un rendez-vous pour déposer leur demande de statut. Or, maintenant nous avons des délais de deux, trois mois, voire quatre mois avec des refus jusqu'à ce que les rendez-vous soient pris. Ça veut dire que ce sont des gens très vulnérables, parce que pendant cette période ils n'ont aucun droit. C'est à dire que tant que vous n'avez pas votre récépissé, vous ne pouvez pas faire votre demande d'ADA (Allocation Demandeur d'Asile). Donc aujourd'hui on a des gens qui arrivent, qui n'en peuvent plus, qui n'ont plus rien, plus d'argent, qui n'ont plus de quoi manger, et qui n'ont pas de possibilité de logement. Ça c'est la première chose, le problème d'urgence absolue.

Le deuxième problème que nous avons, c'est qu'il faut les loger le plus rapidement possible, même pour quelques jours, pour après trouver une solution durable, le temps qu'ils déposent leur dossier de demandeur et qu'ils obtiennent leur statut, parce que les CADA sont pleins et ces gens qui arrivent d'une manière différente de ceux qui arrivent par le système de relocalisation n'ont pas le droit systématiquement au CADA. Vous allez au CADA rue de la Plancha, vous voyez déjà la queue et on vous donne un rendez-vous, des choses complètement folles : les gens arrivent avec les enfants, font la queue le matin pour attendre un hébergement, on leur donne un papier « vous revenez dans 23 jours, et en attendant, vous appelez le 115 ». Quand vous savez comment se passe le 115, c'est mission impossible, c'est comme ça que ça fonctionne.

Et puis le dernier problème que nous avons, une fois que les gens ont leur statut et qu'ils ont tous les droits et les devoirs d'un citoyen, vous avez le problème du logement. On leur dit, si par exemple ils ont réussi à avoir un CADA, "maintenant vous avez quelques mois pour quitter le CADA. Vous n'y avez plus droit, il faut que vous vous logiez." Aujourd'hui, avec les difficultés de logement actuelles c'est quelque chose de terrible. Si vous êtes un réfugié célibataire ou en couple, que vous n'avez pas encore appris le français, que vous n'avez pas de logement, que vous avez le RSA, c'est mission impossible pour trouver un logement. Donc en

ce qui concerne notre association, ce qu'on essaye de faire, c'est de mettre sur pied un dispositif, soit avec des associations qui ont des agréments pour signer des bons de location, soit avec du privé, soit avec des bailleurs sociaux. On fait le calcul à partir du prix du loyer. Par exemple on a le cas de figure très précis d'un couple avec deux enfants qui ont réussi à avoir un logement pour 800 € par mois ils ont une APL de 400 € par mois. Le réfugié paie 150 € par mois et *Revivre* compense avec 200 € par mois. On a maintenant plus de 12 familles qu'on héberge et on essaie de développer ce système. Mais c'est quand même à la charge d'une association. Ce n'est pas la collectivité qui le prend en charge. Voilà, j'ai fini, je crois avoir respecté mes 5 minutes.

**Christiane Deussen** : Mais vous avez le droit de compléter. Effectivement nous sommes nombreux à la tribune mais j'aimerais bien vous donner suffisamment de place pour que vous puissiez expliquer les mesures que vous entreprenez directement et activement pour faire face à cette problématique qui est d'abord, comme vous le dites, un problème d'hébergement.

**Michel Morzière** : Oui, c'est vraiment le problème de l'hébergement d'urgence tout simplement. Quand des gens arrivent, qu'ils ont trainé dans Roissy, dans un parc ou à la gare du Nord, et qui, finalement ne tiennent plus, qu'il faut qu'ils aient un logement, et que le 115 ne répond pas, nous leur donnons des chambres d'hôtel. On a un accord avec un hôtel et ça leur donne la possibilité pendant deux, trois jours de respirer. Ensuite, on a un premier réseau, un réseau d'amis, fiables, sécurisés, parce que pour nous, il n'est pas question d'envoyer une famille dans une autre famille sans connaître et sans avoir sécurisé la famille. Ça c'est très important. Je crois que lorsqu'il y a eu cet enfant qui était sur la plage au mois d'août, ce jeune enfant syrien, le petit Alan, on recevait des dizaines et des dizaines de demandes de personnes qui souhaitaient accueillir les réfugiés. Et là, il est très important de connaître la famille d'accueil, parce qu'on a eu un ou deux problèmes de personnes qui ont accueilli et qui profitent toujours de la vulnérabilité des gens. On a eu un cas très grave où on a été obligé de récupérer les réfugiés. Donc, pas question d'envoyer des réfugiés dans des familles sans les avoir d'abord sécurisées. Et ça c'est difficile, on a quelques points d'attache en province pour aller sécuriser les logements, mais c'est surtout sur Paris que l'on peut vérifier si c'est fiable ou pas. Donc là, on a ce réseau et il faut que les gens aient un engagement aussi parce qu'on a reçu plein de demandes « je veux accueillir des réfugiés syriens ». C'est bien, mais qu'est-ce que vous pouvez leur offrir ? Est-ce qu'une école est assez près ? Est-ce que c'est pas trop compliqué pour eux d'aller dans le département pour faire leurs papiers. Est-ce que vous acceptez des vêtements religieux ? Ça aussi c'est une question très importante à poser. Et pour combien de temps est-ce que vous acceptez d'accueillir des gens ? Et rien que cette question a bloqué déjà beaucoup de personnes qui ne savent pas pour combien de temps ils peuvent héberger les réfugiés.

Le troisième point, c'est une fois qu'ils ont leur statut, pour que les gens s'intègrent il faut un logement dans la pérennité.

**Christiane Deussen** : Et encore une question : comment ça fonctionne, au niveau du contact avec les autorités, de la ville ?

**Michel Morziera** : Si vous me donnez 3 ou 4 minutes, je vais vous raconter une histoire, mais parce que ce sont des cas précis. Dans cet engouement, a créé un poste de préfet chargé de l'accueil des réfugiés syriens et ce préfet a nommé dans chaque département le délégué départemental pour l'accueil des réfugiés, avec des villes solidaires, avec une grande messe à la Maison de la chimie, alors tout ça, c'est extraordinaire. Mais concrètement, un jour j'étais à notre permanence avec une famille avec deux petits enfants, et je me suis dit que j'allais tester le système. J'ai commencé par appeler une ville qui, comme je le savais, était une ville solidaire. Donc j'ai fait le standard et j'ai demandé « Bonjour, vous êtes ville solidaire ? - Ah, je ne sais pas. - Alors, passez-moi le cabinet du Maire. Au cabinet du Maire : Vous êtes ville solidaire ? - Je ne sais pas, je vais me renseigner, attendez ». La personne revient « Oui on est ville solidaire, mais tout est centralisé au niveau du département ». Donc j'appelle le département : « Passez-moi le délégué départemental chargé des réfugiés - Ah bon ? Il y a un délégué départemental chargé des réfugiés ? - Bon, passez-moi le cabinet du préfet ». Voilà, donc un grand chaos.

**Christiane Deussen** : Alors, on veut parler des choses positives qui marchent, des bonnes pratiques. Est-ce que par exemple, et je pose la question aux autres, à qui je donne maintenant la parole, est-ce qu'il y a par exemple des moyens comme les plateformes internet qui marchent ? Il y a deux grandes plateformes qui marchent en Allemagne. C'est « Aktion Deutschland Hilft », une association qui existe depuis le début des années 2000, c'est plutôt public et soutenu par monsieur Steinmeier, l'actuel ministre fédéral des affaires étrangères et l'ancien président de la République, Monsieur Köhler. C'est un gros regroupement de plusieurs associations et d'organisations d'aide humanitaire allemandes. Mais c'est une plateforme qui s'adresse plutôt à des actions à l'étranger en cas de catastrophe. Une autre plateforme, qui est dans notre cas peut-être encore plus intéressante, c'est « wie kann ich helfen ». Ça c'est un nouveau projet sous le patronage de Madame Daniela Schadt, qui est la compagne du Président de la République. C'est une plateforme qui a été inventée et est coordonnée par une journaliste, qui s'appelle Birte Vogel. Malheureusement, elle n'a pas pu venir. C'est une plateforme incroyable, vous avez des outils de renseignements pour les deux côtés. Des organisations officielles, des informations sur la manière dont les réfugiés peuvent se contacter entre eux et se donner des conseils. C'est très précis et détaillé. Vous pouvez naviguer pendant une heure sans problème pour voir toutes les activités possibles sur cette plateforme qui se dit être une plateforme "interactive" à l'aide des migrants, mais aussi des bénévoles qui veulent s'investir pour gérer les problèmes. Et maintenant, je voudrais vous poser une question : dans quelle mesure internet peut aider à coordonner ces actions bénévoles ? Est-ce qu'il y a peut-être des réactions rapides là-dessus ?

**Michel Morziera** : Oui, sur notre site effectivement il y a l'appel à la possibilité de logement, donc les gens peuvent se proposer. Il y a aussi beaucoup des bénévoles, mais à un moment donné on ne peut malheureusement pas répondre à toutes les demandes parce qu'il y a un problème de locaux. Il faut suivre les bénévoles et il faut déjà qu'ils soient arabisants, c'est très important. Il y a beaucoup plus de personnes qui veulent nous aider, que de personnes que nous pouvons suivre. Aujourd'hui dans notre permanence, nous avons deux salariés et on est

une petite association mais on a 5 bénévoles arabisants qui accompagnent pour les démarches en préfecture etc..

**Christiane Deussen** : Très bien. Maintenant je me tourne vers les associations actives dans le domaine des étudiants universitaires, qui aident aussi des étudiants à s'intégrer plus rapidement et à trouver leur chemin dans le système universitaire. Je commence par vous Muratcan Sabuncu, vous êtes d'origine turque. Vous êtes président de l'association des Droits de l'homme de la Sorbonne (ADHS) et vous êtes actuellement étudiant en droit à l'université Panthéon Sorbonne - Paris 1. Alors racontez nous votre façon d'aider.

**Muratcan Sabuncu** : L'association ADHS, que je préside, est une association étudiante fondée il y a deux ans pour promouvoir les droits de l'Homme au sein de l'université. Nous organisons régulièrement des conférences, des débats, des projections de films et des visites pour sensibiliser les étudiants. Au début de l'année universitaire 2015, il y a eu plusieurs étudiants syriens qui sont venus à l'université, qui ont intégré les cursus de Paris I et personnellement, comme je viens de Turquie, j'étais très sensible à la question syrienne, puisque j'ai suivi le conflit dès le début. Lorsqu'il y a eu le drame avec le petit Alan sur la plage turque, je faisais un stage à l'époque dans un journal turc à Istanbul et quand on a mis cette photo, c'est moi qui l'ai mise sur internet. C'était bouleversant et personnellement, moi-même, j'ai voulu faire quelque chose pour améliorer la situation des réfugiés syriens dans le monde. Donc l'arrivée des étudiants syriens était pour nous l'occasion de faire des choses, même si ce sont des petites choses humbles, mais des choses qui puissent changer positivement la vie des réfugiés. On a commencé par organiser des soirées pour eux, pendant lesquelles ils peuvent rencontrer les étudiants français, des étudiants turcs, comme moi, ou des étudiants d'autres nationalités pour qu'ils puissent tisser des liens d'amitié avec eux, pour qu'ils puissent pratiquer leurs français, parce que la majorité d'entre eux apprend le français, avant d'intégrer leur matière. Ils vont passer à la fin de l'année un examen de français. Souvent le niveau B 2 est demandé à l'université. Du coup, ils doivent pouvoir communiquer facilement en français et nous essayons de les aider à s'améliorer dans la communication courante. Mais nous pensons aussi que l'intégration n'est pas unilatérale et qu'il y a deux sens. C'est-à-dire qu'ils ont bien sûr des choses à apprendre, ils ont à apprendre le français, ils ont à s'intégrer, ils ont à s'habituer à la vie en France, à la vie à Paris. Mais nous aussi, en tant que société d'accueil, nous avons des choses à apprendre d'eux. J'ai noté ce matin des mots d'un philosophe andalou qui m'ont beaucoup touché : « L'ignorance mène à la peur, la peur mène à la haine, la haine conduit à la violence, voilà l'équation ». Nous, en tant qu'association étudiante, nous essayons de combattre l'ignorance en informant les gens sur la culture syrienne, sur la question des réfugiés, sur l'immigration, pour que chacun d'entre nous puisse avoir des réactions plus humaines. Parce qu'il y a malheureusement souvent beaucoup de préjugés dans les sociétés d'accueil, dans les sociétés occidentales, même chez les étudiants à la fac. C'est pourquoi nous organisons des conférences sur le refuge. Par exemple, nous avons reçu l'ancien Président du Conseil italien Monsieur Letta au début de l'année, qui a parlé de son projet pour les réfugiés « Mare Nostrum », initié quand il était premier ministre en Italie. On a eu des professeurs d'universités qui nous ont parlé du droit d'asile en France, pour que les étudiants soient au courant de ce qui se passe, pour que, juridiquement, ils puissent avoir

des idées. Nous organisons aussi des soirées d'ateliers de cuisine. Par exemple ce matin on a eu un atelier de cuisine chez moi et on a cuisiné des plats syriens et c'était fantastique pour nous de découvrir des spécialités syriennes délicieuses en écoutant de la musique syrienne, en lisant des poèmes syriens etc. C'était un vrai échange pour nous, ça nous enrichi. Bien sûr que la France ou notre société d'accueil ont beaucoup de choses à leur donner et c'est une grande opportunité pour eux de pouvoir venir ici et de pouvoir vivre ici. Mais eux aussi, ils ont beaucoup des choses à apporter aux sociétés d'accueil parce qu'eux aussi ont une culture magnifique, une littérature, une cuisine qui enrichirait non pas seulement nos sociétés intellectuellement, mais aussi humainement. Dans une métropole comme Paris, quand vous cuisinez à dix dans une petite cuisine, vous redécouvrez votre humanité et je pense que ce côté humain est très important à souligner, même si la question du logement, la question de l'enseignement supérieur est très importante. Mais aussi ce côté humain mérite d'être valorisé dans les actions des associations.

Il y a aussi un système de parrainage qui était mis en place par des associations de Paris 1. Il y a un parrain par étudiant réfugié qui suivra l'étudiant au cours de son cursus pour lui donner des conseils, qui répondra à ses questions relevant de la vie courante. Comment aller à la préfecture de police, où trouver le forfait le moins cher etc., ça aussi c'est important. Nous aurons des soirées poétiques aussi, pour redécouvrir la lecture syrienne, pour lire ensemble des poèmes de paix en arabe et en français. Eux liront en français, et nous, les étudiants étrangers qui essayons d'apprendre un peu l'arabe, nous lirons en arabe. Nous faisons aussi des visites avec eux pour leur faire découvrir Paris, parce qu'eux ils ne connaissent pas très bien Paris quand ils arrivent ici. Nous visitons la Sorbonne, le bâtiment, l'ancienne chapelle qu'on ne peut pas visiter tout seul etc.. Et je pense que c'est très enrichissant pour eux, et pour nous c'est une vraie opportunité, pour moi aussi par exemple qui veut travailler dans le domaine des droits de l'homme, pour aller au-delà de la théorie qu'on acquière à l'université et qui est très importante pour un étudiant, mais aussi pour avoir une idée sur la pratique, sur ce qui se passe dans la vraie vie pour l'accueil des réfugiés, pour la promotion des droits de l'homme.

**Christiane Deussen** : Très bien, merci beaucoup. Il y a aussi parmi les étudiants que vous avez cités, certains qui habitent à la Cité. Ça veut dire que les cuisines dont vous parlez ce sont les cuisines de la Cité ?

**Muratcan Sabuncu** : Non, c'était chez moi, mais les deux étudiants qui ont animé les ateliers, sont tous les deux des résidents de la Cité Universitaire.

**Christiane Deussen** : D'accord. Et il y a aussi des réfugiés que vous connaissez qui ont essayé d'être accueillis à la Cité ou qui cherchent encore une place?

**Muratcan Sabuncu** : Oui, j'en connais beaucoup. Les deux que je viens de citer, il y a Kahtan qui est aussi logé ici, et grâce à qui d'ailleurs, j'ai découvert « l'Université de la Paix ».

**Christiane Deussen** : D'accord, merci d'être venu, c'était très intéressant. Maintenant je me tourne vers M.Emile Le Menn, qui est président de l'association *Réfugiés bienvenue* et qui est étudiant en Master de droit français et allemand, c'est le cursus double entre Paris I et

l'Université de Cologne et je sais que vous êtes bilingue, vous parlez bien l'allemand. Racontez ce que vous faites dans votre association s'il vous plaît.

**Emile le Menn** : Bonjour, cette association *Réfugiés bienvenue* tourne autour de deux actions. Notre première action et la principale est celle de l'hébergement de demandeurs de d'asile et de réfugiés SDF ou prostitués chez des particuliers, donc dans des familles. On a fait pour l'instant 63 hébergements depuis la fin août. En ce moment, on a 40 personnes qui sont hébergées. Ce sont des hébergements gratuits dans des familles. Si ça peut vous rassurer, on a eu aucun problème jusqu'à aujourd'hui, ni de la part des familles ni de la part des personnes qui sont accueillies. D'ailleurs, on a deux représentants dans la salle. La plupart des personnes qui sont accueillies ne sont pas des Syriens. On n'a accueilli que deux Syriens : un Syrien et une Syrienne. Les deux sont d'ailleurs des étudiants. Par contre, ce sont les seuls étudiants qu'on ait, les autres viennent, soit de l'Afrique de l'ouest, soit d'Afghanistan. On a beaucoup d'Afghans (25%). Pour les Afghans, il n'y a personne qui est allé à l'université. Parmi eux il y en a beaucoup qui ne savent même pas parler l'anglais ou le français. Pour l'Afrique de l'ouest, on a des gens qui ont étudié, mais dans tous les cas, on n'a pas d'étudiants actuels.

La deuxième partie c'est celle des activités socioculturelles. On organise du parrainage entre des locaux, qui ne sont pas forcément des Français, mais des gens qui sont implantés ici et qui ont tous les droits et les demandeurs d'asile, qui n'ont aucun droit. Nous faisons ça pour pouvoir les sortir de la misère sociale et sentimentale quotidienne, parce que la plupart des gens qui hébergent se sont rendu compte que les personnes demandeurs d'asiles sont très isolées. C'est surtout le cas pour ceux qui sont SDF, c'est-à-dire qu'ils ne font pas partie d'un réseau de leur communauté. Donc ils sont vraiment seuls. C'est dur à vivre quand on est déjà dans la rue et de n'avoir personne à qui parler à part une assistante sociale de temps en temps, mais ce n'est pas l'éclate non plus. Donc on a ce système de parrainage, qui permet de se rencontrer indépendamment, régulièrement, pour faire des activités qui sont libres pour les personnes du binôme. On organise aussi des activités de groupe toutes les semaines. Cette après-midi par exemple, il y a une visite de Montmartre qui est organisée. Ça fait un peu cliché Montmartre, mais le but n'est pas forcément de voir Montmartre, mais de créer du lien entre des Français et des migrants, quelque soit leur statut, et aussi entre les migrants, parce que c'est important qu'ils puissent partager leurs expériences et qu'ils puissent se retrouver en dehors, et que ça ne soit pas juste une sortie une fois par semaine et que le reste du temps on meurt d'ennui chez soi. Parce qu'ils meurent déjà d'ennui chez eux et quand ils sont traumatisés, c'est très difficile. On a plusieurs personnes qui se bourrent de médicaments pour ne pas trop vivre ça. C'est important de voir du monde. Ce sont les retours qu'on a, je ne l'invente pas. Je pense qu'il ne faut pas avoir peur d'héberger quelqu'un, car, comme vous l'ai dit, sur 60 hébergements, il n'y en a aucun qui s'est mal passé. On fait signer un contrat aux hébergeurs et aux hébergés dans lesquels on met les règles de vie de base. Est-ce que j'ai le droit de fumer ? Oui, non. Est-ce que j'ai le droit d'accueillir une amie, un ami de temps en temps ? Oui, non. On peut ajouter tous ce qu'on veut. On a des gens, qui ont ajouté, « respectez nos animaux de compagnie » etc.. Un peu de tout. On précise aussi la durée de l'hébergement. On ne fait pas moins des hébergements de moins d'un mois. On fait des

hébergements assez longs, la moyenne pour l'instant c'est 5 mois et il y a plus de la moitié des personnes dont le contrat arrivait à terme qui ont renouvelé le contrat d'hébergement, alors même qu'on leur proposait une solution pour faire emménager le réfugié dans une autre famille. Donc ça montre que ça marche bien. La plupart des familles sont en banlieue parisienne et ce qui est important, c'est qu'il y ait un RER, avec lequel le réfugié puisse aller régulièrement à Paris ou ailleurs pour s'occuper de ses démarches administratives, pour voir ses amis, pour ne pas être tout seul. On fait ça parce que le premier couple qui a hébergé un couple d'Afghans vit à Daumon qui est une ville assez isolée. Il y a seulement un train qui coûte très cher, surtout quand on n'a pas d'argent. Ça coûte 14 €. Donc ça a un peu bloqué les demandeurs d'asile et ça a un peu gêné les hébergeurs qui étaient retraités, parce qu'ils étaient tout le temps ensemble et, même si on s'entend bien, il y a un moment, où ça devient un peu lourd.

Voilà à peu près ce que nous faisons. Je ne reviendrai pas sur le fait que les pouvoirs publics en France ne pratiquent pas du tout l'accueil, c'est un mot qu'ils ne connaissent pas et ils ont eu la grande idée d'enlever toutes les accréditations aux associations qui permettaient d'avoir une adresse administrative aux demandeurs d'asile pour demander l'asile. Ils ont supprimé toutes les accréditations et ils les ont laissées seulement à *France Terre d'Asile*, la seule association qui est financée entièrement par la préfecture et les mairies de Paris, donc ça appartient à l'Etat et comme ça, l'Etat a le contrôle sur l'association qui fait ça. Parce que la Croix Rouge et d'autres associations similaires étaient un peu trop dissidentes pour eux apparemment. Maintenant, ils ont une seule association qui est sensée donner les domiciliations pour les demandeurs d'asile. La domiciliation c'est juste une adresse, c'est juste une boîte aux lettres. Pour Paris ils ne donnent jamais plus de 50 rendez-vous par jour pour avoir une domiciliation, parfois c'est 15, parfois c'est 5. Cela veut dire qu'à Paris on peut avoir seulement 50 nouveaux demandeurs d'asile par jour alors que, quand on sait qu'il y a eu 79 000 demandeurs d'asile en 2015, on se rend compte que c'est assez limité. Surtout que tout le monde arrive en Seine-Saint-Denis et à Paris. Mais on ne parle pas de la Seine-Saint-Denis. Je ne sais pas comment cela se passe en Allemagne ; peut-être que les réfugiés ne vont pas tous vers Berlin et qu'ils sont mieux répartis sur le territoire, mais en France, tout le monde arrive ici à Paris. Un jour, j'ai même proposé à des demandeurs d'asile des hébergements à Marseille et ils m'ont répondu « Mais je veux rester en France ». Ça, c'était pour Marseille, c'est quand même assez connu, alors je ne vous parle pas de Rennes ou de Toulouse. Donc ici, il n'y a que les associations qui font le travail. Pour les cours de français, même si on a le statut [de réfugié] il n'y a rien prévu par l'Etat. On peut prendre des cours à la Mairie à Paris, mais pour cela il faut avoir de l'argent. L'Alliance Française propose des cours à 1000 € par mois, donc il vaut mieux être à l'aise financièrement, et sinon, il n'y a que des associations qui proposent des cours, en général 2 heures par jour, quatre jours par semaine avec des bénévoles. C'est le mieux que l'on puisse trouver.

**Christiane Deussen** : Votre travail est impressionnant, vous êtes président depuis quand ?

**Emile le Menn** : Depuis la création.

**Christiane Deussen** : C'est vous qui l'avez créée ?

**Emile le Menn** : Oui, avec d'autres personnes. Auparavant j'étais bénévole dans une autre association qui faisait de l'aide administrative, et j'étais frustré de devoir aider administrativement des gens qui étaient à la rue. Il y a un homme que je suivais, qui est mort, et ça n'est d'ailleurs pas le seul, il y en a d'autres. J'ai également travaillé dans un camp de réfugiés au Monténégro.

**Christiane Deussen** : Impressionnant. Merci beaucoup. Et maintenant, je vous propose de compléter ce tour d'horizon avec Monsieur Skaro Klapan, qui fait quelque chose qui peut peut-être regrouper tout ce que l'on a entendu.

**Denis Skaro Klapan** : Cela ressemble un peu à notre organisation, mais d'après tout ce que j'ai entendu, nous sommes beaucoup plus légers. Nous sommes une association de tourisme solidaire et nous nous sommes dit que si le voyage est basé sur la rencontre de l'autre, l'autre est aussi ici et on peut le rencontrer en bas de chez soi. Alors on a eu l'idée de faire des balades urbaines dans les quartiers avec des passeurs... de cultures. Ce projet a ensuite été suivi par l'Union européenne, sur un projet qui s'appelait « Migrant Tour ». On a été rattrapé par l'actualité, puisque le projet « Migrant Tour » avait commencé avant cet afflux de migrants. Il y a ce projet dans plusieurs villes d'Italie, à Marseille, à Paris. Le but, c'est de prendre quelqu'un qui a une origine issue de l'immigration et de lui faire visiter un quartier. Celui de Château-Rouge, dans le 18<sup>ème</sup> arrondissement, ce n'est pas la meilleure de toutes les batailles, mais c'est la meilleure de toutes les balades pour nous, cela répond à beaucoup de questions que certaines personnes se posent. On entend beaucoup parler des quartiers de Château-Rouge, de la Goutte d'Or, mais les gens ont peur d'y aller. Alors on y va avec eux et on découvre des codes ensemble. Les gens se posent parfois des questions, on parlait tout à l'heure de cuisine : quand on passe devant les épiceries exotiques, il y a toujours un tas de bananes vertes et un tas de bananes noires. Non, les Africains ne mangent pas de bananes pourries. Ce sont des plantains. Donc les gens découvrent ce qu'ils n'ont jamais osé demander, mais ce qu'ils ont imaginé. On les confronte au réel, on va de commerce en commerce. Ils s'intéressent, ils discutent avec le passeur, ils lui posent des questions. Le but c'est qu'ensuite ils reviennent tous seuls. Cela m'est déjà arrivé de demander aux gens pourquoi ils ont voulu faire la balade et un jour quelqu'un m'a dit, « J'habite à côté et j'ai jamais osé traverser la rue ». Les gens disent « il y a 100% d'Africains, est-ce que je serais servi comme tout le monde ? » Et bien oui ! On arrive dans le 13<sup>ème</sup> et on vous dit qu'on va vous montrer le fruit de dragon. Alors les gens se demandent ce que c'est le fruit de dragon. C'est très ludique, c'est très joyeux, on a des gens par exemple à qui on dit qu'on va visiter le temple de Ganesh, un temple Hindou. Et ils me disent « Ah c'est super. J'ai un collègue hindou, il est musulman ». Alors une fois qu'ils ont fait la balade et qu'ils ont visité le temple, ils ressortent avec une autre explication. En fait, ce ne sont pas des militants, ce sont des gens curieux ou alors ce sont des gens qui s'inscrivent sur CDT 93 pour faire des balades et qui ont déjà visité la chocolaterie, la tour Eiffel, et puis d'un seul coup ils voient « visite du petit Mali », ou alors on a deux visites à Belleville qu'on a appelées « Babelville » parce que là, on peut aussi bien rencontrer un créateur mexicain, argentin, turc etc.. Donc ils viennent et c'est l'occasion peut-être de découvrir ce qu'on a vu à la télé, ce qu'on a imaginé, de se retrouver pendant deux heures face à des explications directes de quelqu'un. Par exemple, on avait le

porteur indien : on finissait par le temple de Ganesh, qui a un certain impact, et le porteur dit, lors des dernières balades : « je ne peux plus rentrer avec vous, parce que mon père est décédé et je n'ai pas le droit de m'approcher du temple. Donc je vous invite à rentrer dedans, mais moi je ne vous suis pas à l'intérieur ». D'un seul coup ils apprennent ainsi quelque chose sur la culture indienne. Il y a aussi un tailleur, ils sont deux à l'intérieur, il y a en un qui est de Gujarat, l'autre qui est d'Amul et pour communiquer ils parlent anglais. On va visiter ce tailleur et quand on arrive dedans, il est avec son encens en train de prier et il dit « je ne peux pas vous accueillir ». Effectivement, on n'a pas pu le visiter ce jour là mais on était aussi en face d'une réalité. On ne modifie pas le comportement des gens. Parfois, on peut entrer dans les lieux, parfois on ne peut pas. On a vu un tailleur congolais. S'il était présent aujourd'hui il me dirait « On a l'impression que vous allez tous à un enterrement, ça manque de couleurs ». D'ailleurs il a habillé Alain Mabanckou qui a fait son entrée au Collège de France il n'y a pas longtemps. Donc on va voir sa boutique aussi. On essaie de se rapprocher le plus près des interrogations des gens. Il y a une dizaine de balades et on en fait d'autres, parce qu'on travaille aussi avec le Musée de l'Histoire de l'immigration qui avait fait l'exposition *Fashion Mix*. C'était « Créateurs d'ailleurs - mode d'ici ». Ils nous ont donc demandé de faire la balade hors les murs. Ils ont une exposition qui s'appelle « Frontières » et nous ont demandé de créer la balade « Frontières ». Bien sûr, « frontières » recouvre de nombreuses formes : frontière mentale, frontière physique, frontière sociale, donc là, on va dépasser le boulevard périphérique. On a déjà une balade à Montreuil et donc, là on va sortir en direction de Saint-Denis. On casse les frontières de ce fameux boulevard périphérique et on essaie d'aller un peu plus loin. Les porteurs sont rémunérés parce que la balade coûte 15 €. La balade dure environ 2h / 2h30 et la moitié de l'argent va aux porteurs.

**Christiane Deussen** : Pourriez-vous aussi faire des balades proposées aux résidents de la Cité ?

**Denis Skaro Klapan** : Oui, on peut faire faire des balades aux étudiants. On a organisé des balades pour les étudiants de l'Université de Chicago. Je ne sais pas comment ils nous ont trouvés. Leur professeur leur avait fait lire Alain Mabanckou qui est un écrivain franco-congolais et professeur de français à l'université de Los Angeles. Donc ils se sont dit, « on lit un auteur africain, qui écrit en français, donc on va visiter le quartier africain de Paris » et finalement, ils l'ont fait avec nous. C'était leur première rencontre avec l'Afrique. Par exemple, la particularité de Château-Rouge, c'est que vous avez toute l'Afrique représentée, vous n'avez pas seulement l'Afrique de l'Ouest, l'Afrique Centrale, toute l'Afrique est là. Les Américains ont fini dans un restaurant sénégalais. C'était leur premier contact avec la cuisine africaine. Ils l'ont adorée et ils ont vraiment eu une plongée dans une autre culture, dans un autre lieu. Ce qu'on espère, c'est que quand les gens partent de là, ils reviennent tous seuls et qu'ils n'aient plus ce préjugé selon lequel « la Goutte d'or, Château-Rouge c'est dangereux » ou « les Asiatiques ne sont pas accueillants ». Parce que vous avez toujours les différents préjugés. Par exemple, les gens qui font la balade du petit Mali me disent après la balade « c'est dommage, là où j'habite, il n'y a pas assez de Noirs ». Il ne vont jamais me dire qu'il n'y a pas assez de Turcs, ou de Croates. Les gens, qui font la balade asiatique, si on leur dit qu'on va faire le petit Mali, ils disent « oui mais les Asiatiques ne sont pas pareils, on n'entend pas

parler d'eux ». Donc on essaie aussi de leur faire traverser le 13<sup>ème</sup> arrondissement pour remonter vers le 18<sup>ème</sup> en leur disant de venir faire la balade et puis il y a des gens qui en font plusieurs. Alors ça, c'est un peu notre crédo. S'ils ont envie de continuer le « voyager plus loin », on a des séjours à l'étranger, chez l'habitant bien sûr. La zone principale, notre zone dédiée, c'est Gao et Mopti au Mali.

**Christiane Deussen** : Alors, découvrir la vie ensemble à Paris grâce à des passeurs de culture. Et pour découvrir les centres d'anciens immigrants qui sont maintenant intégrés.

**Denis Skaro Klapan** : Oui, là où il y a de fortes communautés comme Belleville. On va voir un ancien professeur d'université qui est devenu sculpteur.

**Christiane Deussen** : Merci infiniment. On va noter votre adresse, parce qu'on arrive au terme de cette discussion, on aurait encore pendant des heures matière à discuter. C'était un échange très diversifié, très intéressant, et je pense, Monsieur Zachow qu'il faudrait que vous invitiez à tour de rôle Monsieur Sabuncu et Madame Börtz chez vous pour faire découvrir votre modèle « Marburg Biedenkopf » qui est vraiment exemplaire. Je pense aussi que ce que vous nous avez appris, Mme Börtz, sur la façon dont la Suède accueille, et ce, à l'échelle d'un village, à la campagne et pas dans les villes, est également une approche très intéressante, notamment ce que vous avez relaté sur les différentes façons d'approcher des migrants pour les connaître et les aider. La question de l'hébergement c'est le premier souci.

Ce qui était très intéressant aussi c'était de souligner l'aspect culturel des choses qui englobent bien sûr l'apprentissage des langues, mais aussi qui va au-delà, vous avez même parlé des stages qui sont organisés. Ce qui m'a vraiment semblé très intéressant, c'est cette façon d'agir ensemble entre plusieurs acteurs qui se retrouvent face à des défis auxquels il faut apporter des solutions rapides. Il était aussi pertinent de dire que définir une politique d'accueil est quelque chose qui va dans les deux sens, c'est valable pour ceux qui sont intégrés et pour ceux qui sont à intégrer. D'ailleurs on n'a pas problématisé le terme d'« intégration », parce qu'il y a certainement des personnes qui vont dire « Non, il ne s'agit pas de l'intégration, mais on veut juste vivre ensemble ». L'intégration est un processus qui peut être très long. Là, il y a sans doute plusieurs approches à avoir. Mais le fait que la population qui accueille retire un avantage à aider et à accueillir les migrants, c'était surtout souligné chez vous deux, Mme Börtz et M. Zachow. Je pense que ce sont aussi quelques pistes d'idées d'actions qu'on pourrait mener à l'avenir. Assurément nous n'avons pas épuisé le thème, cela n'est pas possible, mais je vous remercie chaleureusement d'être venus témoigner et expliquer un modèle engagé. C'était un premier échange entre vous.

Malheureusement on n'a pas la possibilité de donner la parole à la salle, mais à mon sens, l'échange était suffisamment riche pour que chacun de nous ait pu apprendre quelque chose sur une possibilité de la culture du vivre ensemble et des bonnes pratiques. Cécile Thévenin a pris des notes sous la forme de tweets que l'on ne peut pas voir maintenant parce que nous n'en avons pas le temps. Maintenant il nous faut aller directement à la Maison belgo-luxembourgeoise- Biermans Lapôte, parce que notre conférencier d'honneur, Monsieur Henao, est déjà parmi nous et on va nous y accompagner. Vous pouvez retrouver aussi plus tard les tweets de notre Maison et ceux de la Cité Universitaire.

Merci à tous.